



**HAL**  
open science

# Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie. A contrario. Revue interdisciplinaire de sciences sociales, 2009. halshs-03180289

**HAL Id: halshs-03180289**

**<https://shs.hal.science/halshs-03180289>**

Submitted on 24 Mar 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie

FABRICE BALANCHE

**122** Comment le clientélisme construit-il du territoire? Cette question mérite d'être posée en géographie car dans nombre de pays ou de régions, le clientélisme à base politique et/ou communautaire est une donnée majeure du système de pouvoir au détriment des formes «modernes» de mobilisation et de gouvernement. Dans le cas de la Syrie, la question se pose avec acuité tant le clientélisme est prégnant dans tous les aspects politiques, économiques et sociaux. Les dirigeants baathistes qui prirent le pouvoir en 1963 et continuent à diriger le pays aujourd'hui sont-ils des constructeurs nationaux, comme l'affirme dans sa thèse Alasdair Drysdale<sup>1</sup>, ou bien, selon Michel Seurat<sup>2</sup> pétri de néo khaldounisme, forment-ils une *asabiyya* («groupe de solidarité» selon la définition d'Olivier Roy<sup>3</sup>) constituée autour d'un clan venu du nord de la Montagne Alaouite? En tant que géographes, nous ne sommes guère formés pour intervenir dans ce débat de politologues, nous préférons laisser la parole à Élisabeth Picard:

*«Puisqu'il s'agit bien d'échange, les patrons politiques trouvent dans ces réseaux de solidarité (les tribus, les clans, les communautés) un moyen de contrôle de la société et même de modification de ses équilibres bien plus efficace que les instruments «modernes» d'encadrement comme les partis de masse ou la surveillance policière, précisément parce que les partis politiques et la bureaucratie d'État ont intériorisé le fonctionnement tribal de la société.»<sup>4</sup>*

<sup>1</sup> Alasdair Drysdale, *Centre et périphérie en Syrie. Une étude de géographie politique*, thèse non publiée, Chicago: Université du Michigan, 1977.

<sup>2</sup> Michel Seurat, *L'État de Barbarie*, Paris: Seuil, 1989.

<sup>3</sup> Olivier Roy, «Groupes de solidarité au Moyen Orient et en Asie centrale», *Cahier du CERI*, N° 16, 1997

<sup>4</sup> Élisabeth Picard, «Les liens primordiaux, vecteurs de dynamiques politiques», *La politique dans le monde arabe*, Paris: Armand Colin, 2006.

Aujourd'hui que l'écran de fumée du nationalisme et du socialisme arabe s'est dissipé, nous pouvons analyser plus froidement la politique de construction nationale lancée par le Parti Baath. La réforme agraire des années 1960, les nationalisations des banques et de l'industrie s'inscrivent dans la tradition socialiste certes, mais pour

les dirigeants baathistes, il s'agissait avant tout de se constituer une base sociale large et de détruire les bases du groupe concurrent: la bourgeoisie citadine, ce qui fit dire avec humour à Raymond Hinnenbush<sup>5</sup> que «les paysans sont passés du service des grands propriétaires à ceux des services de renseignement». Néanmoins, la révolution baathiste s'est accompagnée d'un développement du réseau routier, de la création d'un secteur public industriel, d'une infrastructure portuaire et surtout d'une politique volontariste d'aménagement du territoire destinée à favoriser l'intégration nationale. Mais cette politique de construction nationale répondait aux demandes de la clientèle du nouveau régime avant d'être une priorité de l'État national et dans bien des cas elle fut vidée de son sens au niveau local par des intérêts particuliers.

123

Le communautarisme à base confessionnelle ou ethnique n'est pas à l'origine du clientélisme politique, il n'en est qu'une composante, qui renforce les liens primordiaux et enferme la population syrienne dans un système communautaire informel. Sur le plan religieux, la Syrie compte une majorité de musulmans sunnites (plus de 80% de la population), une minorité chrétienne (5% de la population) divisée en de multiples confessions (grecs orthodoxes, catholiques, protestants, maronites, syriaques...), des musulmans chiites: duodécimains (moins de 1%), ismaéliens (1%), druzes (3%) et alaouites (10% de la population). Les minorités confessionnelles possèdent des fiefs territoriaux relativement bien circonscrits (figure 1)<sup>6</sup>: les druzes sont concentrés dans le Djebel Druze au sud-est de Damas, les ismaéliens autour de Massyaf, dans le Djebel Ansaryeh, et surtout autour de Salamyeh à l'est de Hama, quant aux alaouites, ils étaient jusqu'au Mandat français confinés dans le Djebel Ansaryeh, ou Montagne Alaouite, au nord-ouest de la Syrie et quelques territoires à l'est de Hama. Les persécutions religieuses du passé et le sentiment minoritaire renforcent la cohésion communautaire même si, comme dans toutes les communautés, les rivalités claniques et familiales existent, conformément aux principes énoncés par l'anthropologue Ernest Gellner. Outre ces divisions confessionnelles, la Syrie compte des minorités ethniques: kurde (15%), turkmène (3%), tcherkesse (1%) et arménien (1%). Si les deux dernières ne posent guère de problème au régime nationaliste arabe, qui les intègre parfaitement, en revanche les Kurdes et les Turkmènes sont marginalisés bien qu'ils appartiennent à la majorité sunnite. Le régime baathiste peut ainsi assurer la cohésion nationale arabe syrienne en désignant un ennemi intérieur en complément de l'ennemi extérieur israélien.

Comprendre le fonctionnement du clientélisme en Syrie et ses effets sur le territoire exige une connaissance intime du terrain car ce ne sont pas les plans

<sup>5</sup> Raymond Hinnenbush, *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria*, Londres: Westview Press, 1989.

<sup>6</sup> Toutes les figures sont regroupées en annexe à la fin de l'article.

d'aménagement et les discours officiels qui peuvent nous renseigner sur les motivations réelles des décideurs ainsi que sur le mode de captation des ressources. Les rapports techniques et les expertises viennent *a posteriori* justifier des décisions politiques prises dans l'intérêt du système de pouvoir et non dans l'intérêt public au sens occidental du terme. Tenter d'expliquer le fonctionnement du territoire à travers le prisme du clientélisme et du communautarisme peut paraître très subjectif pour un lecteur pétri de cartésianisme, «orientalisant» pour d'autres<sup>7</sup>.

Il ne s'agit pas de porter un jugement de valeur mais d'expliquer un mode de gestion du territoire à partir d'exemples concrets, et cela à plusieurs échelles. Dans les lignes qui suivent, nous nous focaliserons, à l'échelon régional, sur les gouvernorats de Lattaquié et de Tartous, et comme exemple d'aménagement urbain sur la ville de Lattaquié, où nous avons résidé plusieurs années. D'une part, la région alaouite offre un exemple typique, par sa diversité communautaire, d'autre part nous avons une connaissance intime de ce terrain, condition *sine qua non* pour tenter d'appréhender le processus. Pour ceux qui douteraient de la pertinence du terrain d'étude et la généralisation des phénomènes observés à l'ensemble de la Syrie, nous les renvoyons aux travaux récents de Myriam Ababsa<sup>8</sup> sur le gouvernorat de Raqqa et de Cyril Roussel<sup>9</sup> sur le Djebel Druze.

124

### **La politique de développement du régime baathiste : un instrument de contrôle politique**

Dans une politique d'aménagement du territoire, ce ne sont pas seulement des choix économiques et sociaux qui s'expriment, c'est aussi et surtout, dans des États en construction comme la Syrie baathiste, un instrument de contrôle social. Par ailleurs,

<sup>7</sup> Edward Saïd, *L'orientalisme*, Paris: Seuil, 2005.

<sup>8</sup> Myriam Ababsa, *Idéologies et territoires dans un front pionnier: Raqqa et le projet de l'Euphrate en Jazira syrienne*, thèse non publiée, Université de Tours, 2004; «Frontières de développement en Syrie. L'adaptation du projet baathiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazira», *A contrario*, Vol. 3, N° 2, 2005, pp. 11-25.

<sup>9</sup> Cyril Roussel, *L'espace communautaire des druzes du Sud de la Syrie: des stratégies de création d'un territoire à celle de la mobilité*, thèse non publiée, Université de Tours, 2007.

dans un pays où le pouvoir repose plus sur des liens de clientélisme que de véritables institutions, à tous les échelons de l'État, l'influence des solidarités primaires se fait ressentir: dans le choix d'un chef-lieu administratif, de l'implantation d'une école, du raccordement au réseau électrique, dans le tracé des routes, l'implantation d'une usine publique... Nous nous intéresserons à deux aspects majeurs de la révolution baathiste: le processus de réforme agraire et l'aménagement urbain, deux domaines permettant d'éclairer la véritable nature du régime.

*La réforme agraire: détruire l'ancienne oligarchie et clientéliser la paysannerie*

La réforme agraire est un exemple particulièrement inté-

ressant pour comprendre le régime baathiste et son évolution entre 1963 et le coup d'État d'Hafez El Assad. Durant cette période, la redistribution des terres a certes profité aux paysans sans terre (300000 familles, soit environ 2 millions de personnes sur une population totale de 4,5 millions), mais elle fut surtout le moyen pour la petite bourgeoisie rurale d'étendre la surface de ses exploitations, en particulier grâce à la location des terres placées sous séquestre. La plupart des auteurs qui ont étudié la Réforme agraire syrienne ont constaté que les lenteurs avec lesquelles l'État a attribué les terres avaient pour raison les bénéfices que pouvait en tirer la bourgeoisie bureaucratique naissante<sup>10</sup>. L'action énergique de l'Ibrahim Mâkhus, ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire sous la présidence de Salah Jedid (1967-1970), permit de débloquer la situation et de lotir en quelques mois autant de paysans que durant les six premières années de la Réforme agraire. Cette politique radicale fut interrompue par le coup d'État d'Hafez El Assad en 1970, qui mit un terme à la réforme agraire pour ne pas mécontenter la petite bourgeoisie rurale dont il était issu. En outre, les opérations de confiscation et de redistribution firent l'objet de malversations qui profitèrent essentiellement à la petite bourgeoisie rurale proche de la *asabiyya* au pouvoir. À titre d'exemple, la belle famille d'Hafez El Assad, les Makh'lûf, agrandirent sensiblement leurs domaines dans la plaine de Jableh; pour conserver une partie de ses terres, la vieille famille féodale des Kinj offrit la moitié de ses propriétés à Ali Dûbâ, le puissant chef de la sécurité intérieure, en échange de sa protection<sup>11</sup>, tandis que l'autre grande famille féodale alaouite de la région très hostile au régime baathiste fut entièrement dépouillée. Dans la Ghouta de Damas, Anne-Marie Bianquis<sup>12</sup> décrit la même situation: les familles opposées au régime furent expropriées sans ménagement, tandis que celles qui surent entrer dans les réseaux du pouvoir préservèrent leurs biens. Dans le nord-est du pays la réforme agraire ne fut pas appliquée car elle aurait favorisé la paysannerie kurde au détriment des grands propriétaires, kurdes et arabes, qui ont fait allégeance au pouvoir.

125

La réforme agraire fut un moyen pour le régime baathiste de se constituer une base sociale en intégrant les nouveaux petits propriétaires terriens dans les organisations étatiques, coopératives de production, et baathistes: le Parti Baath et l'Union des paysans. Le nouveau régime a profité de la réforme agraire pour détruire les moyens de domination politique et économique de l'oligarchie des propriétaires fonciers et des grands commerçants qui dirigeaient la Syrie précédemment. Certes, il ne faut pas négliger l'aspect social de la réforme agraire, laquelle a

<sup>10</sup> Françoise Métral, «Le monde rural syrien à l'ère des réformes (1958-1978)», in A. Raymond, *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris: Éditions du CNRS, 1980, pp. 297-328.

<sup>11</sup> Alain Chouet, «L'espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir», *Maghreb-Machrek*, N° 147, 1995, pp. 83-119.

<sup>12</sup> Anne-Marie Bianquis, *La réforme agraire dans la Ghouta de Damas*, Damas: IFEAD, 1989.

permis de sortir la population rurale du sous-développement. Cette finalité sociale était sans doute prédominante dans les premières années du Parti Baath et surtout avec Salah Jedid, mais l'arrivée au pouvoir d'Hafez El Assad a suspendu les projets de réforme agraire plus radicaux et, d'une manière générale, la lutte des classes. Désormais, le clientélisme politique est exacerbé et Hafez El Assad, d'origine rurale tout comme le clan militaire qui l'entoure, utilise sa clientèle contre les villes pour accaparer l'espace citadin en le soumettant à son pouvoir.

#### *Réduire l'influence des couches citadines hostiles*

**126** Pour Mohamed Naciri, la politique urbaine en Syrie «est une stratégie de consolidation d'un pouvoir minoritaire (...). Elle vise avant tout à réduire l'influence des couches citadines hostiles»<sup>13</sup>. Dans les années 1960, le régime baathiste s'est efforcé de réduire le pouvoir des couches urbaines grâce à la nationalisation des entreprises, la construction de logements sociaux, le blocage des loyers et l'urbanisation de populations rurales fidèles au régime. Mais il a échoué dans ses tentatives pour les éliminer de la scène économique, y compris à Lattaquié, ville où il disposait pourtant, du moins en théorie, de tous les atouts pour y parvenir. La bourgeoisie citadine y était relativement faible, comparée à celle des grandes villes de l'intérieur (Homs, Hama, Damas et Alep), et le régime pouvait s'appuyer sur les populations rurales qui investissaient la ville.

Face à la bourgeoisie citadine, le pouvoir a suscité l'apparition d'un groupe rival : la bourgeoisie bureaucratique (cadres du Parti Baath, directeurs d'administration ou de sociétés publiques, responsables de la municipalité), composée essentiellement par des membres de la petite bourgeoisie rurale, dont est également issue la *asabiyya* au pouvoir. Dans un premier temps, cette bourgeoisie bureaucratique n'a été qu'un rouage de la mécanique mise en place par le régime pour abattre les anciennes élites citadines. Mais désormais, la bourgeoisie bureaucratique, ayant réalisé son accumulation primitive, est devenue un acteur à part entière qui se sert de son emprise sur les institutions municipales pour s'enrichir. Destruction du pouvoir citadin et aménagement urbain lucratif se rejoignent comme nous pouvons le constater avec l'exemple de Lattaquié.

#### *Une stratégie d'aménagement urbain sécuritaire*

Le premier objectif de la politique urbaine appliquée à Lattaquié, et ceci avec une grande permanence du Mandat français au régime baathiste, fut de percer la vieille ville de grandes artères rectilignes se coupant à angle droit. Nous savons depuis Hausmann qu'un des avantages de ce

<sup>13</sup> Mohamed Naciri, «Les politiques urbaines : instruments de pouvoir ou outils de développement?», in F. Métral (dir.), *Politiques urbaines dans le Monde Arabe*, Lyon : Maison de L'Orient, 1984, p. 31.

type d'urbanisme, même s'il n'est pas le but premier, est de prévenir tout mouvement insurrectionnel qui pourrait s'appuyer sur un dédale de ruelles étroites<sup>14</sup>. Dans les pages qu'il consacre à Lattaquié, Jacques Weulersse se contente d'évoquer les bienfaits des ouvertures pratiquées pour les transports et l'hygiène des habitants<sup>15</sup>. Il ne mentionne aucunement la stratégie sécuritaire qui aurait présidé à ces travaux coûteux. Il affirme néanmoins, au début de son ouvrage, que les populations sunnites urbaines sont hostiles à l'occupation française et susceptibles de se révolter. En 1945, les troupes françaises bombardèrent les quartiers en rébellion de la vieille ville de Damas car il ne leur était pas possible d'y pénétrer avec des automitrailleuses. L'armée syrienne utilisa la même méthode en 1982 pour réduire la rébellion des Frères musulmans de Hama. À Lattaquié, seul le quartier de Sleybeh échappa aux percées, car le temps avait manqué au Mandat français pour achever le quadrillage de la ville.

127

Entre 1945 et 1963, aucune nouvelle percée ne fut entreprise dans le quartier de Sleybeh. Les régimes qui se succédèrent en Syrie, excepté durant la période d'Union avec l'Égypte (1958-1961), n'avaient pas à craindre des émeutes urbaines car ils favorisaient les villes au détriment des campagnes. La bourgeoisie qui était au pouvoir à Damas contrôlait les populations citadines grâce au rôle de *za'im*<sup>16</sup> que ces notables jouaient dans les différents quartiers. Après ce répit, la nouvelle municipalité baathiste reprit les projets de percées du Mandat Français. De grandes avenues furent taillées au bulldozer dans le quartier de Sleybeh (figure 3). Le travail des autorités municipales fut facilité par l'émigration au cours des années 1950 des notables de Sleybeh dans les nouveaux quartiers de Tabiat et Mashru Sleybeh. Mais, surtout, les responsables baathistes placés à la tête de la municipalité n'avaient aucun lien avec la population de Sleybeh, si bien qu'ils ne furent pas sensibles à ses protestations<sup>17</sup>. Il ne reste aujourd'hui presque plus rien de la vieille ville de Lattaquié – une ruelle du vieux souk et quelques impasses surmontées de voûtes – pour témoigner du pittoresque de ce qu'était cette ville arabe «classique». La destruction de l'identité culturelle de la communauté sunnite fait également partie des objectifs sécuritaires.

*Les administrations et les centres de communication sont déplacés vers la périphérie*

Depuis la fin des années 1980, une politique systématique de desserrement des administrations et des principaux

<sup>14</sup> Marcel Roncayolo, *La ville et ses territoires*, Paris: Gallimard, 1990.

<sup>15</sup> Jacques Weulersse, *Le pays des alaouites*, Tours: Arrault, 1940.

<sup>16</sup> En arabe *za'im* signifie «vaillant» et «courageux». Ce titre est donné à un chef politique charismatique qui s'est le plus souvent imposé par la force. Il règle les conflits personnels entre les membres de son groupe et le représente auprès des autorités légales lesquelles contribuent à sa légitimation.

<sup>17</sup> Entretien en 1994 avec un fonctionnaire à la retraite qui travailla à la municipalité de Lattaquié de l'indépendance à la fin des années 1980.

128

services publics a été appliquée à Lattaquié. Officiellement, il s'agit de déconcentrer le centre-ville, mais officieusement, cette déconcentration permet de valoriser des terrains et des immeubles situés dans les quartiers périphériques où la bourgeoisie bureaucratique possède des intérêts. L'opération la plus lucrative dont nous avons été témoin lors d'un séjour à la fin des années 1990 fut le déplacement de la gare routière. La gare de Sheikh Daher était proche du centre-ville; il suffisait de dix minutes à pied pour se rendre à l'avenue Baghdad, la principale artère de Lattaquié. Située au croisement de trois avenues principales, elle était facilement accessible depuis la campagne comme depuis la ville. Le manque de place a commencé à se faire sentir à partir du moment où l'importation massive de minibus fut autorisée (1992) et que le trafic prit une ampleur sans précédent. Il aurait néanmoins été possible d'agrandir cette gare sans la déplacer, car un vaste terrain vague était disponible à sa proximité. La municipalité a préféré transférer la gare routière à deux endroits différents: un pour les minibus à destination du nord de Lattaquié et un second pour les minibus à destination du sud de Lattaquié. Les deux nouvelles gares routières se trouvent désormais dans des quartiers alaouites, alors que la précédente était située dans un quartier sunnite. Le choix de cette translation a été guidé par les intérêts particuliers des décideurs qui avaient acquis précédemment des emplacements commerciaux à proximité des futures gares routières. Il faut savoir que les gares routières sont des lieux privilégiés par les ruraux pour y effectuer leurs achats d'épicerie, pour la simple raison que cela leur évite de porter de lourds sacs depuis le centre-ville. Ainsi, le prix du mètre carré commercial se négocie-t-il aux alentours immédiats des gares routières à un prix dix fois supérieur à celui des rues plus éloignées et supérieur aussi à ceux du centre-ville. La morale de cette histoire: à défaut de pouvoir acquérir un commerce au centre-ville, il suffit de faire venir le centre à soi.

Du point de vue de sa population et de son urbanisme, l'évolution de Lattaquié au cours du XX<sup>e</sup> siècle se rapproche davantage de Beyrouth que de celle des métropoles syriennes, telles que Damas, Alep ou Hama. L'exode rural a minoré le poids démographique des communautés citadines traditionnelles de la ville arabe classique: musulmans sunnites et chrétiens orthodoxes. À la dichotomie entre ces deux communautés s'est substituée une nouvelle division, entre anciennes couches urbaines et néocitadins, principalement les alaouites à Lattaquié. De visu, elle paraît moins exclusive que la précédente: les populations se côtoient et le centre-ville est commun, alors que dans la ville classique, on trouvait un souk des chrétiens et un souk des musulmans. De fait, c'est en réalité un véritable clivage qui sépare les citadins sunnites et chrétiens des néocitadins alaouites, car la ségrégation communautaire se superpose à des oppositions politiques et économiques. Leurs modes de reproduction économique sont



différents (secteur étatique contre secteur privé) de même que les réseaux qui les structurent (*asabiyya* municipale appartenant à la *asabiyya* au pouvoir et bourgeoisie intégrée à la classe capitaliste syrienne).

*Damas est coupée de son territoire par une administration concurrente*

Il est plus difficile d'investir des villes comme Damas car les élites citadines sont puissantes, la réforme agraire et les nationalisations ont réduit leur influence économique mais elles ne l'ont pas supprimé pas car elles se sont redéployées dans le commerce et l'immobilier, deux secteurs que le régime baathiste avait plus de mal à investir. Damas a fait l'objet d'une grande sollicitude de la part d'Hafez El Assad, qui considérait qu'il fallait tenir Damas pour tenir la Syrie. La ville est cernée par des camps militaires destinés à prévenir toute rébellion et les Assad se sont alliés à la bourgeoisie damascène. Lors de la révolte des Frères musulmans entre 1979 et 1982, Damas resta calme au contraire d'Alep, dont le souk fut fermé en signe de protestation. La vieille ville d'Alep sera rasée en partie pour que les islamistes n'y trouvent plus refuge, tout comme à Hama, car le dédale de caves et de souterrains des vieilles villes arabes offre aux proscrits des refuges inexpugnables.

129

La création du gouvernorat de Damas-campagne en 1970, qui réduit l'ancien gouvernorat de Damas, intitulé désormais Damas-ville, à celui de la municipalité de Damas (500 km<sup>2</sup>), apparaît comme un moyen d'affaiblir les élites citadines damascènes en limitant leur influence politique au territoire de la municipalité et en suscitant la montée d'une élite dirigeante à Damas-campagne. Qu'importe si cette partition complique nettement la gestion de l'agglomération, puisque la municipalité de Damas n'a plus de réserves foncières pour son extension et doit négocier avec le nouveau gouvernorat de Damas-campagne, c'est-à-dire avec des ruraux, pour la construction des infrastructures de communication. L'état calamiteux de l'agglomération de Damas, la pénurie d'eau et d'autres problèmes urbains sont largement liés à ce problème de gouvernance. La ville d'Alep ne rencontre pas ces problèmes: le fait que la municipalité d'Alep appartienne à un vaste gouvernorat simplifie la gestion de l'agglomération. C'est sans doute pour cela qu'il est question de lui appliquer la même formule qu'à Damas: un gouvernorat d'Alep-ville et d'Alep-campagne.

En Syrie, les administrations sont concurrentes, chacune est jalouse de ses compétences et les membres de l'administration en question l'utilisent à des fins de pouvoir et d'enrichissement personnel. Par ailleurs le régime utilise la complexité et les dysfonctionnements de l'administration comme tampon entre lui et la population, qui doit s'en remettre à des réseaux clientélistes et non aux institutions pour résoudre ses

problèmes. La «décentralisation» (il s'agit en fait d'une déconcentration) administrative du milieu des années 1980, qui a donné plus d'autonomie aux municipalités, participe notamment à cette volonté de clientélisation au profit de la *asabiyya* au pouvoir. L'efficacité économique, la rationalité administrative ou d'autres objectifs d'intérêt public mis en avant dans les démocraties occidentales pour justifier la décentralisation, sont secondaires derrière les objectifs politiques: diviser pour régner et faire du Président l'arbitre suprême. La concurrence entre les administrations crée des blocages qui ne peuvent être résolus que par la présidence. Après la révolte des Frères musulmans, Hafez El Assad s'est rendu compte que le Parti Baath, par son endogamie, s'était coupé d'une grande partie de la population. Depuis sa prise de pouvoir, une génération s'est écoulée et la population syrienne était passée de 4,5 à plus de 10 millions d'habitants (20 millions aujourd'hui), il convenait d'étoffer les réseaux de clientélisme à travers la promotion d'un nouveau personnel politique local. Cela comportait cependant le danger de voir l'émergence d'une classe de notables et d'*asabiyya* locales indépendantes du centre. Grâce à toute une série de mesures: rotations rapides des élus municipaux, faiblesse des ressources locales, contre-signature des ministres notamment, il évite cet écueil et fait converger vers lui les réseaux de clientèles locales.<sup>18</sup>

Il faut être conscient que la décentralisation administrative n'a pas les mêmes motivations et les mêmes résultats dans une dictature et dans une démocratie. Ce n'est nullement un pas vers la démocratisation du système politique syrien, mais simplement un nouveau moyen de perpétuer la dictature. Dans le même registre, la lutte contre le confessionnalisme, facteur de division de la nation syrienne, doit aussi être interprétée comme un moyen pour un clan issu d'une communauté minoritaire et hétérodoxe au sein de l'Islam, et par conséquent sans légitimité politique dans le contexte syrien, de se maintenir au pouvoir en renforçant sa propre unité communautaire au détriment de la communauté majoritaire.

### Les divisions segmentaires: fragmentation du territoire à toutes les échelles

<sup>18</sup> Fabrice Balanche, «Les municipalités dans la Syrie baathiste: déconcentration administrative et contrôle politique», *Revue Tiers Monde*, N° 193, janvier-mars 2008, pp. 169-188.

<sup>19</sup> Flynt Leverett, *Inheriting Syria*, Washington: Brookings Institution Press, 2005.

Le système de pouvoir construit par Hafez El Assad et poursuivi par son fils Bachar<sup>19</sup> repose sur des liens de clientélisme avec l'ensemble des groupes sociaux, indépendamment de leur appartenance communautaire, qui entretiennent des relations directes ou indirectes avec le centre politique. Cela explique le fait que le régime contrôle l'ensemble du pays en trouvant des relais en dehors de sa très minoritaire communauté d'origine.

Les oppositions de type classes sociales et localistes en Syrie sont puissantes, elles suffisent à entretenir la division au profit d'une *asabiyya* qui sait les utiliser et qui possède une forte cohésion par son origine sociale, régionale et communautaire. Le régime baathiste nie le communautarisme; les idéologues du parti tel Michel Aflaq et Zaki Harzouzi<sup>20</sup> l'ont du reste accusé d'être le facteur d'affaiblissement du pays, avec en tête l'impérialisme européen, qui s'est imposé en manipulant les communautés puis qui a divisé la Syrie en Etats confessionnels lors de la période mandataire (1920-1945)<sup>21</sup>. Encore aujourd'hui, le communautarisme est stigmatisé par les exemples de l'Irak et du Liban. Les opposants sont accusés d'instrumentaliser le communautarisme et d'être manipulés de l'extérieur car bien sûr, d'après le régime, le danger communautariste ne peut être qu'exogène:

*«Les douze opposants signataires de la «Déclaration de Damas», dont l'écrivain Akram el-Bounni et l'ex-député Riad Seif, ont rejeté toutes les accusations à leur encontre. Ils sont accusés notamment «d'avoir adhéré à une organisation secrète pour modifier le statut politique de la nation, et incité à des dissensions confessionnelles et nui à l'État»<sup>22</sup>.*

Cependant force est de constater que les divisions segmentaires sont constitutives de la société syrienne. L'endogamie communautaire est puissante et il n'est pas nécessaire d'inscrire leur existence dans la constitution pour les préserver. La ségrégation communautaire de l'espace s'est estompée au cours du XX<sup>e</sup> siècle avec l'urbanisation et la modernisation du pays; par ailleurs aucune guerre civile n'a entraîné un repli rapide sur des territoires communautaires comme au Liban. Les communautés s'inscrivent de moins en moins dans des territoires continus, mais dans des territoires réticulés qui correspondent à leur degré d'intégration dans les fonctions économiques urbaines. La carte de la répartition des communautés à l'échelle de la Syrie (figure 1) est donc trompeuse dans la mesure où elle surreprésente l'espace rural au détriment des villes dans lesquelles vit la majorité de la population (60% d'urbains au recensement de 2004). Cependant, lorsqu'on descend à l'échelle des régions et des agglomérations, on constate que le communautarisme fait de la Syrie une mosaïque territoriale.

*Le communautarisme est exacerbé dans la région côtière*

Le territoire syrien est donc loin d'être homogène, les espaces publics, dans le sens de la mixité communautaire

<sup>20</sup> Olivier Carré, *Le nationalisme arabe*, Paris: Payot, 2006.

<sup>21</sup> Sous le Mandat français, la Syrie actuelle fut divisée en un État de Syrie, un État des Alaouites et un État du Djebel Druze. Le Liban, considéré comme État des chrétiens, fut séparé de la Syrie et obtint une indépendance séparée. Le Sandjak d'Alexandrette, où vivait une minorité turque, jouit d'un statut d'autonomie de 1920 à 1939, puis fut cédé à la Turquie.

<sup>22</sup> *L'Orient le Jour*, 8 août 2008.

au sens large (tribus et clans compris), se réduisent le plus souvent au centre-ville commerçant. Mais en dehors de cet espace restreint, les autres quartiers sont territorialisés et par conséquent répulsifs aux étrangers. Les villes du littoral sont divisées en deux entités confessionnelles territorialisées : alaouite et sunnite, qui se tournent le dos<sup>23</sup>. À Lattaquié les deux communautés s'affrontent par rencontre sportive interposée entre Hatin, l'équipe sunnite, et Tichrin, l'équipe alaouite de la ville. Ce ne sont pas seulement deux *asabiyya*s de quartier qui s'opposent à travers le football comme Michel Seurat l'explique à propos de Bab Tebbané et de Baal Mohsen à Tripoli<sup>24</sup>, mais bien les deux communautés alaouite et sunnite. En effet, cette lutte est relayée dans la campagne de Lattaquié : les villages sunnites arborent le drapeau de Hatin tandis que les gamins des villages alaouites portent le maillot jaune et rouge de Tichrin. Tichrin et Hatin, deux noms hautement symboliques puisque le premier renvoie à la guerre d'octobre 1973 contre Israël (*tichrin al aoual*, le mois d'octobre) mais aussi à la prise du pouvoir par Hafez El Assad en novembre 1970 (*tichrin al thani*, le mois de novembre), tandis que les sunnites se raccrochent à la figure de Saladin qui a vaincu les croisés à Hatin en 1187 et repris Jérusalem. Certes Hafez El Assad se présente comme le continuateur de Saladin, et c'est sans doute pour cela que l'équipe sunnite peut porter ce nom ; toutefois, dans l'esprit de la population, Saladin est le défenseur de l'islam sunnite avant tout.

La rivalité des deux équipes de football de Lattaquié est là pour nous rappeler que le conflit communautaire est latent dans la zone côtière. Une étude de géographie régionale classique basée sur l'analyse des flux de population, des polarisations économiques, des aires de chalandises, etc. indique que la région côtière a dépassé le clivage ancestral entre la plaine côtière, dominée par les villes littorales sunnites et chrétiennes répulsives aux alaouites, et la montagne refuge alaouite avec qui les communications étaient restreintes et se faisaient par l'intermédiaire de bourgs chrétiens et ismaéliens (Qadmous, Safita, Mzera'a...). Les discontinuités qui donnaient naissance à des bourgs commerçants dans le Djebel Ansaryeh étaient moins physiques que communautaires dans le passé. La zone côtière peut être qualifiée de région polycentrique linéaire, car elle est centrée sur les quatre villes de Lattaquié, Jableh, Baniyas et Tartous.

<sup>23</sup> Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris : Karthala, 2006.

<sup>24</sup> Michel Seurat, « Le quartier de Bab Tebbané à Tripoli : étude d'une *asabiyya* urbaine », in *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth : CERMOC, 1985, pp. 45-86

Mais cette organisation spatiale, dans le sens où il s'agit que d'une vue de l'esprit de l'aménageur, ne correspond rien à l'organisation territoriale d'une société fragmentée par le communautarisme. Nous ne reviendrons pas sur la situation interne des villes littorales que nous avons abondamment décrite dans *La région alaouite et le pouvoir syrien*<sup>25</sup>, nous allons nous intéresser davantage aux territoires ruraux.

*Une région fragmentée par le communautarisme*

La partie alaouite de la zone côtière peut être qualifiée de région alaouite (figure 4) car elle est le produit de l'unification des tribus alaouites par la *asabiyya* des Assad qui l'utilisent pour se maintenir au pouvoir à Damas. Le centre de la région n'est pas Lattaquié ni Tartous, ni le chapelet des villes côtières, mais Damas, d'où proviennent les ressources et où se trouvent les décideurs. En fonction de la proximité des clans alaouites avec la *asabiyya* au pouvoir, il est possible de construire une typologie des sous-espaces périphériques alaouites (intégré, annexé, assisté, délaissé, exploité et disputé) car ce territoire, bien-sûr, n'est pas homogène. Cependant, il possède une unité évidente face aux autres territoires communautaires, ce qui nous incite à le traiter comme tel au sein de la zone côtière. La communauté alaouite est à l'image de son territoire: Hafez El Assad en a fait un monolithe en éliminant violemment toute opposition en son sein. Les opposants politiques alaouites sont toujours plus durement frappés que les autres. L'économiste et ancien doyen de la faculté de Damas Aref Dalila, récemment libéré de prison, avait été lourdement condamné par le régime pour avoir demandé une évolution démocratique lors du «printemps de Damas» en 2000<sup>26</sup>. Dans le passé, les alaouites membres des partis d'opposition, tel la ligue communiste de Ryad Turk, n'ont eu droit à aucune clémence de la part des autorités, bien au contraire: alors que les militants islamistes étaient libérés au début des années 1990, ils sont demeurés incarcérés. Pour Hafez El Assad, il n'était pas concevable que ceux qu'il a contribué à faire sortir de la misère puissent contester son autorité: nous retrouvons là la transposition du système familial patriarcal à la tête de l'État décrit par Hisham Charabi<sup>27</sup>. Car la région alaouite a incontestablement été favorisée par la *asabiyya* au pouvoir: les créations d'emplois, le développement des infrastructures et des services publics ont permis une rapide élévation du niveau de vie. En terme de développement humain, les gouvernorats de Lattaquié et de Tartous se situent immédiatement derrière celui de Damas-ville. Dans le détail, la diffusion des investissements publics a été très inégale: les clans les plus proches de la famille Assad, les Kelbyyn<sup>28</sup>, ont été très favorisés, tandis que les villages merchédites<sup>29</sup> ont été laissés à l'abandon. Quant aux territoires non alaouites de la région, leur traitement dépend de leur place dans la hiérarchie du pouvoir.

<sup>25</sup> (Note de la p. 132.) Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris: Karthala, 2006.

<sup>26</sup> *L'Orient le Jour*, 8 aout 2008.

<sup>27</sup> Hisham Sharabi, *Neopatriarchy. A Theory of Distorted Change in Arab Society*, Oxford: Oxford University Press, 1988.

<sup>28</sup> Les alaouites sont divisés en quatre fédérations tribales: Kelbyyn, Khayyatin, Hadadin et Matoura. La famille Assad appartient aux Kelbyyn.

<sup>29</sup> Les merchédites sont des alaouites qui croient en la prophétie de Sleiman Merched, personnage douteux qui fit du prosélytisme sous le Mandat français et qui finit pendu à Damas en 1945. Les merchédites firent tardivement allégeance à la famille Assad. Rifaat El Assad, le frère d'Hafez El Assad, réussit à les intégrer dans les forces de sécurité mais la disgrâce de Rifaat au milieu des années 1980 entraîna celle des merchédites.

Différentes communautés chrétiennes, musulmanes sunnites (arabes et turkmènes) et ismaéliennes sont disséminées dans la zone côtière (voir figure 2). Les principales concentrations se trouvent dans le Kosseir et en périphérie du Djebel Ansaryeh – les pays sunnites du Sahyun et de l'Akkrad, les cantons chrétiens de Raouda et de Meshta Helou<sup>30</sup> – Safita, Khawabi, Hamidyeh, Qadmous, etc. – qui correspondent le plus souvent à une seule agglomération. Les rapports qu'entretiennent ces communautés avec les réseaux clientélistes alaouites du pouvoir baathiste sont ambigus. Les paysans de ces diverses communautés connaissent dans le passé les mêmes conditions de vie et d'exploitation que les paysans alaouites. Les aghas sunnites du Shayun ou de l'Akkrad exploitaient avec la même rigueur leurs métayers, qu'ils soient alaouites ou sunnites. La réforme agraire a profité indistinctement aux paysans sunnites et alaouites; cette communauté d'intérêts face aux propriétaires fonciers aurait dû contribuer à créer des liens entre les deux groupes sociaux, à travers des institutions comme le Parti Baath ou l'Union des paysans. Mais, tout comme le petit peuple sunnite de Lattaquié, la paysannerie sunnite est restée liée aux notables. Les chrétiens et les ismaéliens du Djebel Ansaryeh partagent avec les alaouites la caractéristique d'être minoritaires en Syrie, ce qui les rapproche des alaouites et peut les encourager à mener avec eux une alliance stratégique de protection contre la majorité sunnite.

#### *Le pays turkmène: un angle mort*

Dans la zone côtière, le territoire le plus défavorisé est celui des Turkmènes. On peut le comparer avec les zones de peuplement kurde de la Djezireh, mais la situation des turkmènes est plus critique en raison de leur faiblesse numérique au plan national. Le pays turkmène est resté à l'écart de la modernisation qui a touché la région côtière. L'exode rural a été si intense ces dernières années que la population ne s'est presque pas accrue depuis 1960, tandis qu'elle a au minimum doublé partout ailleurs dans le Djebel Ansaryeh. Le sous-développement est clairement le résultat d'une politique discriminante de l'État syrien à l'égard des turkmènes au nom du nationalisme arabe. Damas craint toujours les revendications d'Ankara sur les zones frontalières peuplées par des turcophones, cette crainte n'est d'ailleurs pas totalement infondée si nous nous référons à la politique actuelle de protection des minorités turkmènes du nord de l'Irak.

Les tentatives d'arabisation de la population turkmène dans les zones rurales ont

échoué car les enseignants ne veulent pas se rendre dans ces villages isolés où ils sont rejetés; il est encore plus difficile de trouver des femmes qui acceptent de s'y rendre, par conséquent les jeunes filles turkmènes sont retirées de

<sup>30</sup> Au cœur du Djebel Ansaryeh, les communautés non alaouites occupent des territoires plus réduits.

l'école très tôt car les familles ne veulent pas qu'elles soient en contact avec des hommes. Rabia, au cœur du pays turkmène, est le seul chef-lieu de canton de la zone côtière qui ne compte pas de lycée. Les écoliers sont obligés de se rendre dans un village alaouite voisin (mais tout de même distant de 30 km) ou de s'installer à Lattaquié. C'est d'ailleurs le but recherché par le régime baathiste : bloquer le développement de cette zone pour contraindre sa population à la quitter. L'absence de perspectives économiques engendre un fort exode rural vers Lattaquié, Alep et Damas, où les populations s'arabisent davantage que dans leurs villages d'origine.

Jusqu'à ces dernières années, les réseaux turkmènes fonctionnaient à sens unique : du pays turkmène vers les villes. Désormais il se produit des mouvements de capitaux en sens inverse, car les émigrés investissent dans l'agriculture irriguée et le tourisme depuis que la baie de Ras El Bassit est devenue une station balnéaire pour les Alépins et les Damascènes. Qastal Maaf, village d'altitude situé sur la route de la station d'estivage de Kessab et les plages de Ras El Bassit, s'est spécialisé dans la restauration pour une clientèle quasi exclusivement sunnite, les alaouites et les chrétiens n'appréciant guère l'ambiance rigoriste qui règne dans les restaurants sans alcool du village. Le pays turkmène sort de sa position d'angle mort par son intégration dans les réseaux économiques privés dominés par la bourgeoisie sunnite, et non par une éventuelle solidarité de classe sociale au sein des organisations baathistes.

135

#### *Un différentiel d'évolution et d'intégration à base communautaire*

Les territoires chrétiens, ismaéliens et sunnites du Djebel Ansaryeh avaient, à l'époque ottomane, une fonction de contrôle du territoire alaouite ou d'interface commerciale entre les villes littorales – interdites aux alaouites, il faut le rappeler – et la campagne. Cette spécialisation des territoires en fonction des communautés s'expliquait par la place qu'occupaient ces dernières dans la société ottomane et par la situation particulière de la zone côtière : les Ottomans ne parvenant pas à contrôler le Djebel Ansaryeh, ils se contentaient de le surveiller par l'intermédiaire de forts situés à sa périphérie, en pays sunnite, et en protégeant les ismaéliens qui possédaient une position clé au centre du massif : Qadmous et Massyaf contre les tribus alaouites.

Cette organisation a été bouleversée lorsque la domination ottomane a pris fin et surtout avec l'arrivée de la révolution baathiste, qui a renversé la hiérarchie des pouvoirs et, par conséquent, des lieux de contrôle dans le Djebel Ansaryeh. Les territoires sunnites et ismaéliens ont bien entendu perdu leur fonction de contrôle. Quant aux bourgs chrétiens, leur rôle d'intermédiaire commercial s'est amenuisé : l'émergence d'une strate de bourgs et de petites villes alaouites dans le Djebel Ansaryeh au cours

des années 1970, ainsi que l'extension de l'aire d'influence des villes littorales, leur ont porté de graves préjudices économiques. L'évolution actuelle de ces territoires est fortement influencée par leur identité communautaire: outre que cette dernière est fondatrice du territoire, elle conditionne leur intégration dans les réseaux politiques et économiques locaux et nationaux susceptibles d'assurer leur mutation.

Tandis que la ville de Safita – à l'origine chrétienne, mais désormais à majorité alaouite – demeure un pôle commercial qui rayonne sur le sud du Djebel Ansaryeh, l'influence de la ville sunnite de Haffeh, autrefois sunnite et chrétienne, s'est réduite à quelques villages environnants, eux aussi sunnites. Or, à l'époque ottomane, l'influence commerciale des deux villes étaient comparables, Haffeh rayonnait sur le nord du Djebel Ansaryeh jusqu'à la plaine du Ghab, tandis que le sud du Djebel Ansaryeh était sous l'influence de Safita. Le contraste actuel entre les deux villes n'est pas uniquement lié à leur inégale situation dans le réseau urbain de la région côtière, comme pourrait l'expliquer la géographie quantitativiste: Haffeh est à 25 km d'une ville de 400 000 habitants (Lattaquié), tandis que Safita possède une grande marge de développement puisque Tartous, à 25 km elle aussi, ne possède que 150 000 habitants. Il nous faut également tenir compte de leurs relations particulières avec les réseaux de pouvoir nationaux, économiques et politiques, largement influencés par leur architecture communautaire et les relations horizontales qu'elles entretiennent avec la population alaouite de la région.

L'étude du réseau routier est un premier indice du degré d'intégration des deux villes dans la campagne alaouite<sup>31</sup>. Safita possède un réseau routier en étoile qui draine vers elle les populations des campagnes environnantes, tandis que le réseau routier du district de Haffeh évite le chef-lieu, non pas à cause d'obstacles physiques, mais parce que les villageois alaouites répugnent à se rendre à Haffeh. Safita vit en osmose avec sa campagne alors que Haffeh est isolée. Après la réforme agraire, les notables de Haffeh ont quitté la ville pour Lattaquié ou Damas. Les habitants ont transporté leur activité commerciale et ne conservent même plus de maison à Haffeh. La communauté chrétienne de Safita est beaucoup plus attachée à sa ville. Même si les chrétiens de Safita travaillent à Tartous ou à Damas, ils maintiennent une activité économique à Safita et, surtout, conservent leur maison de famille. L'arrivée massive des alaouites, depuis les années 1970, ne les dérange pas, car ils possèdent le même mode de vie: consommation d'alcool et mixité des sexes. Cette mixité communautaire favorise la création de réseaux transcommunautaires. Les chrétiens apportent leurs relations économiques et les alaouites leurs connaissances dans les cercles du pouvoir.

<sup>31</sup> Fabrice Balanche, «Transports et espace syrien», *Annales de géographie*, N° 630, mars-avril 2003, pp. 141-166.



Toutefois les chrétiens de Safita ne sont pas totalement dénués de relations politiques : Georges Jabour, représentant de l'une des principales familles de la ville, fut longtemps conseiller du Président Hafez El Assad et sa fille est députée au parlement. Le Parti Baath s'est fortement implanté à Safita dès les années 1950, en concurrence avec le Parti Communiste. La sollicitude du pouvoir à l'égard de Safita s'est traduite par la construction d'un hôtel cinq étoiles, qui est largement déficitaire, et la construction d'un réseau routier moderne ; en outre, la municipalité reçoit de l'État une généreuse dotation qui lui permet de développer la ville.

L'évolution de Safita et de Haffeh au sein de la zone côtière s'explique par leur différence communautaire. Safita, ville chrétienne et alaouite, est bien intégrée dans la région ce qui lui garantit une zone de chalandise et les faveurs de l'État. La mixité communautaire favorise les liens avec les centralités économiques et politiques au niveau national, ce qui la rend autonome de Tartous. En revanche, Haffeh possède toutes les caractéristiques d'un « associat » (un territoire périphérique dépendant d'un centre) : son économie est dépendante de Lattaquié, ville avec laquelle elle a davantage de relations qu'avec son territoire administratif. L'exemple de Haffeh et de Safita peut être étendu aux bourgs sunnites, chrétiens et ismaéliens du Djebel Ansaryeh, à la différence qu'ils ne disposent pas d'une taille critique leur permettant de résister à la polarisation économique des villes littorales. La comparaison entre Haffeh et Safita montre que l'intégration régionale – dans le cadre du territoire alaouite – et l'intégration spatiale – si nous raisonnons en terme de région économique polarisée – dépendent principalement de l'appartenance communautaire. À défaut de pouvoir détailler ici la situation de tous ces bourgs, nous nous contenterons de l'exemple d'Al Khawabi, localité sunnite perdue au milieu du territoire alaouite, symbole caricatural de la déchéance économique et politique d'un territoire autrefois prospère.

*Al Khawabi : un isolat sunnite au centre de la région alaouite*

Al Khawabi se situe dans une vallée encaissée à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Tartous. Il compte un millier d'habitants, en quasi-totalité sunnites, à l'exception d'un hameau alaouite à l'écart. Le village se réduit à une rue étroite bordée par des maisons construites avec un mélange de pierres, de blocs de ciment et de bois. Les étables et les habitations sont collées les unes aux autres, ce qui entretient l'insalubrité de la rue. Quelques maisons en béton armé se trouvent à l'écart, sur les versants. Le village actuel n'a qu'une quarantaine d'années ; jusqu'au début des années 1950, la population sunnite vivait dans le château pour se protéger des alaouites et des ismaéliens.

L'état d'Al Khawabi au début du XXI<sup>e</sup> siècle contraste nettement avec sa splendeur passée. Depuis la conquête ottomane, le centre était cité comme le plus important chef-lieu de *nahyeh* (canton) du *caza* de Banias. Une petite garnison occupait la forteresse médiévale. Les aghas du bourg possédaient de vastes domaines fonciers entre Qadmous et Dreykish. En 1914, Maurice Barrès<sup>32</sup>, lors de son voyage en Orient, fut hébergé par le *moudir nahyeh* (le chef du canton). Il décrit le bourg comme actif, drainant les productions agricoles de la région. Sous le Mandat français, Al Khawabi perdit son statut de chef-lieu de *nahyeh* ainsi que les services qui y étaient attachés: tribunal, bureau de l'état civil et poste de gendarmerie. Les chefs de tribu alaouites profitèrent de l'affaiblissement des aghas pour s'emparer d'une partie de leurs terres. La réforme agraire déposséda complètement les aghas de leurs domaines, en dehors des alentours immédiats du village. Les familles de notables quittèrent le bourg pour s'installer à Tartous où elles tentèrent de se reconvertir dans le commerce.

138

Dans l'arrière-pays de Tartous, Al Khawabi apparaît comme une poche de sous-développement: illettrisme, forte fécondité, mariage précoce des filles, qui contraste avec la situation des villages alaouites qui l'entourent. Al Khawabi n'a pas été favorisé par les équipements publics, la route qui y conduit n'a été asphaltée qu'en 1993, le téléphone a fait son apparition en 1997, le réseau d'égout est absent. L'école secondaire la plus proche est à Sauda, à une dizaine de kilomètres: cela ne poserait pas de gros problèmes si le village était bien desservi par les transports en commun, mais il n'y avait, jusqu'en 1997, qu'un seul minibus assurant la liaison avec Tartous. Le coût des transports est souvent prohibitif pour les familles qui souhaiteraient que leurs enfants poursuivent leurs études. Le fait de devoir se rendre au village voisin pour l'enseignement secondaire – dans un établissement mixte de surcroît – interdit aux jeunes filles l'accès au secondaire. Malgré sa taille, le village n'a pas de municipalité et la coopérative agricole est son seul lien avec l'État. C'est par l'intermédiaire de celle-ci que les villageois ont obtenu que la route soit asphaltée. De plus, en 1997, la coopérative a également reçu de la Banque de l'Agriculture un prêt pour acheter un second minibus afin d'améliorer les liaisons entre le village et Tartous.

Al Khawabi est l'exemple type du village qui n'est ni inséré dans les réseaux économiques privés ni dans les réseaux politiques. Sa situation est comparable à celle des villages du pays turkmène. Les villages sunnites de Marqab, de Sahyun, d'Akkrad, Zamrin et Hamydyeh bénéficient d'une meilleure situation économique que lui, grâce à une agriculture plus dynamique et à des liens plus intenses avec les villes littorales. Les villages sunnites les plus prospères sont ceux qui ont développé, à l'image de certains bourgs

<sup>32</sup> Maurice Barrès, *Une enquête aux pays du Levant*, Paris: Plon, 1923.

chrétiens, une vocation touristique qui les lie à la bourgeoisie sunnite des grandes villes syriennes.

*L'estivage favorise l'intégration de villages chrétiens et sunnites dans les réseaux économiques citadins*

La population non alaouite des montagnes côtières possède des liens avec les villes grâce à l'estivage. Dans le monde arabo-islamique, c'est une vieille tradition que d'aller se mettre au frais à la montagne durant l'été. Au Liban, l'estivage en montagne est une véritable tradition depuis deux siècles, dans le Djebel Ansaryeh, la première station d'estivage de Slunfeh fut créée dans les années 1930 par la bourgeoisie lattaquiote. Depuis, la pratique de l'estivage s'est démocratisée et les villages de montagne accueillent chaque été des dizaines de milliers de touristes syriens et étrangers. Toutefois, comme dans le reste de la Syrie, ces espaces de loisir sont territorialisés par les différentes communautés, à l'exception de quelques rares espaces mixtes, véritables «espaces publics» comparables aux centres commerciaux urbains. La station de Slunfeh est un de ces espaces publics de loisir car la ségrégation y est plus sociale que communautaire. Elle a longtemps conservé son caractère bourgeois et familial, avant que les membres de la *asabiyya* alaouite au pouvoir et la bourgeoisie économique ne viennent y construire des palaces: la promiscuité communautaire des élites syriennes est favorable aux associations lucratives. En revanche les autres stations d'estivage, en fonction de leur identité communautaire, attirent une certaine catégorie de touristes. Certains viennent y chercher la liberté que procure l'anonymat, d'autres conserver leurs traditions.

139

Kessab, à la frontière turque, est un village arménien fréquenté en majorité par des Arabes chrétiens. Ils se sentent chez eux sur ce territoire marqué par le christianisme. La bourgeoisie chrétienne d'Alep investit dans l'immobilier: villas et immeubles locatifs. Cependant, si les liens économiques sont ténus avec la bourgeoisie d'Alep, l'attraction de la station d'estivage dépasse le cadre de la communauté chrétienne pour attirer les familles musulmanes laïques séduites par son atmosphère libérale. A contrario, elle a un effet répulsif sur les touristes qui recherchent une ambiance musulmane traditionnelle: séparation des sexes, intimité familiale, prohibition de l'alcool, etc. Ils préfèrent le village sunnite de Salma dans l'Akkrad:

*«J'ai acheté une maison ici en 1993 après avoir loué cinq étés à Salma. Je préfère venir à Salma plutôt qu'à Slunfeh, car il n'y a personne en short ici. Je peux y laisser ma famille et aller travailler à Alep, je suis tranquille, il n'y a pas de problèmes. Les filles de Slunfeh sont des prostituées, elles se vendent aux gens du Golfe. Ce n'est pas une*

*atmosphère saine pour mes enfants. À Salma, les gens ont de la moralité; nous sommes tous des Croyants, il y a cinq mosquées à Salma et une seule à Slunfeh.»<sup>33</sup>*

Le discours de cet estivant aleppin de Salma est semblable à celui des estivants de Ras El Bassit. Lorsqu'il dit que les jeunes filles de Slunfeh sont des prostituées, il sous-entend que c'est parce qu'elles sont alaouites.

140

Le tourisme participe au développement économique des villages du Djebel Ansa-ryeh mais surtout il favorise la création de réseaux entre ces derniers et les villageois. La possession d'une résidence secondaire entraîne pour les estivants toute une série d'obligations sociales vis-à-vis de ses voisins villageois, comparables à celles que l'estivant possède dans son quartier d'origine. La qualité de *Jîrân* (voisin) est un lien social qui ouvre la porte à des associations plus solides. Les mariages entre les estivants et les villageois demeurent assez rares. En revanche, les associations économiques sont plus fréquentes, d'autant que les estivants sont en général des entrepreneurs (commerçants ou petits industriels). Ces derniers fournissent le capital, les seconds le terrain et la main-d'œuvre. À Salma, beaucoup de villageois ont trouvé du travail à Alep ou à Lattaquié par l'intermédiaire d'entrepreneurs qui possèdent des résidences secondaires dans le bourg.

#### *Intégration verticale et horizontale des territoires*

L'identité communautaire conditionne l'intégration verticale aux réseaux sociaux qui structurent politiquement et économiquement la société syrienne. Mais elle détermine également les relations horizontales des territoires au sein de la région alaouite. Ainsi, les villages de montagne, devenus des stations d'estivage, sont fortement intégrés dans des réseaux nationaux, alors que les anciens centres commerciaux s'appuient davantage sur les réseaux locaux. La capacité des communautés non-alaouites à tisser des liens avec les populations alaouites qui les entourent est fondamentale pour leur intégration locale. Les chrétiens et les ismaéliens ont davantage de rapports avec les alaouites que les sunnites. Par conséquent, les agglomérations chrétiennes et ismaéliennes vivent en osmose avec la campagne alaouite, tandis que les agglomérations sunnites sont isolées. Il est possible de schématiser ce type de relations en classant les différents territoires non-alaouites (figure 5) sur une ligne, de la gauche vers la droite, en fonction de leur degré d'intégration verticale aux réseaux économique et politique. Il faut cependant établir une nuance dans la hiérarchie des relations avec les centres politiques et économiques : inefficace, indirecte ou directe. Car même si un territoire

<sup>33</sup> Entretien réalisé en 1997 à Salma.

entretient des relations avec des lieux centraux, cela ne signifie pas qu'il en retire des avantages. Ainsi, les

villageois turkmènes se rendent pour leurs achats à Lattaquié et émigrent pour trouver du travail, mais ce type de rapports avec les villes ne débouchent pas sur de quelconques bénéfices économiques pour leur territoire. Le qualificatif «indirecte» exprime que les territoires sont intégrés dans les réseaux, mais qu'ils sont éloignés des centres avec lesquels ils sont en relation par l'intermédiaire d'autres lieux: Haffeh est intégrée aux réseaux économiques nationaux par l'intermédiaire de la bourgeoisie sunnite de Lattaquié; dans le domaine politique, les ismaéliens de Qadmous sont en relation avec la *asabiyya* au pouvoir via leurs coreligionnaires de Masyaf ou leurs voisins alaouites. En revanche, le terme de lien direct signifie que la communauté qui peuple le territoire possède des relations sans intermédiaire avec la bourgeoisie capitaliste syrienne ou la *asabiyya* au pouvoir. Dans le Djebel Ansaryeh, il n'y a guère que Safita qui corresponde à ce schéma.

141

L'intégration horizontale correspond au processus spatial de régionalisation basé sur la proximité et la contiguïté (figure 6). Elle est déterminée par les rapports qu'établissent les communautés non alaouites du Djebel Ansaryeh et du Kosseir avec la communauté alaouite et la bourgeoisie capitaliste sunnito-chrétienne des villes littorales. Mais les relations de ces communautés ne se limitent pas étroitement au cadre de la région côtière. Pour certains, les relations extra-régionales sont plus importantes que celles qu'ils entretiennent avec l'environnement alaouite ou les villes littorales. Alep exerce une forte influence sur les communautés sunnites et arméniennes du nord de la région côtière, tandis que, au sud, les chrétiens et les sunnites conservent de fortes relations avec Tripoli et Beyrouth. La communauté chrétienne de Meshta Helou possède davantage de relations avec Homs que Tartous et les ismaéliens de Qadmous sont plus tournés vers Masyaf que vers Banias.

Les territoires peuplés par les communautés non-alaouites du Djebel Ansaryeh et du Kosseir se répartissent en plusieurs catégories en fonction de leur type d'intégration dans la région côtière. La première catégorie est constituée par les territoires qui sont en marge: le pays turkmène, le pays merchedite (secte alaouite en marge de la communauté et donc des réseaux de pouvoir politique), les villages sunnites isolés (Al Khawabi et Zamrin); ils sont coupés de leurs voisins immédiats par une frontière communautaire difficile à franchir et les rapports qu'ils entretiennent avec les villes du littoral ou de l'intérieur sont faibles. La deuxième catégorie de territoires représente ceux qui sont coupés de leurs voisins immédiats – les alaouites en général ou les turkmènes dans le cas de Kessab –, mais qui compensent leur isolement local par des relations intenses avec les villes littorales, Alep ou le Liban. Le troisième groupe est celui des territoires intégrés à leur environnement immédiat. La différence

communautaire n'est pas ici un frein à l'établissement de relations avec leurs voisins alaouites ou sunnites – il s'agit du bourg ismaélien de Qadmous et des agglomérations chrétiennes de Safita, Sauda, Mzera'a et Kansaba – mais cela n'occulte pas leurs relations avec les villes littorales ou extra-régionales. Les relations qui relient les différents territoires sont d'inégale intensité. À Kessab, les Arméniens n'ont presque pas de relations économiques ou familiales avec les Turkmènes, ils ont d'importants contacts avec Lattaquié, mais c'est surtout avec Alep qu'ils ont le plus de rapports.

142

Les communautés sunnites urbaines sont le principal obstacle à la construction territoriale alaouite dans la région côtière. Elles sont les points d'appui de la bourgeoisie économique syrienne et menacent la suprématie de la *asabiyya* alaouite au cœur de son propre territoire communautaire. Les chrétiens et les ismaéliens ne posent pas le même problème, car la solidarité qui règne entre les communautés minoritaires en Syrie permet de les intégrer dans la construction régionale alaouite. De ce fait, les territoires chrétiens et ismaéliens du Djebel Ansaryeh et du Kosseir sont intégrés sans être annexés. Leur constitution en tant que réduits communautaires et l'ouverture de leurs réseaux sur l'intérieur de la Syrie et l'étranger ne sont pas ressentis comme une menace pour la cohérence de la région alaouite. Les territoires sunnites ruraux ne connaissent pas le même traitement. En périphérie du territoire alaouite, la tendance à l'exclusion est nette: le pays turkmène est isolé, l'Akkrad est rejeté vers Alep. Les villages sunnites enclavés dans le territoire alaouite – Al Khawabi, Sahyun, Hamidyeh – sont phagocytés. À leur encontre, il semble qu'il y ait une stratégie de dévitalisation économique avant de les conquérir ou de les oublier s'il n'est pas possible de dissoudre les communautés locales.

### **Conclusion: vers des dynamiques de transition**

L'appartenance communautaire est un puissant facteur de constitution des réseaux clientélistes. Schématiquement les alaouites sont bien intégrés dans les réseaux politiques et les sunnites dans les réseaux économiques. Certes, il ne s'agit pas de tous les sunnites ni de tous les alaouites; par ailleurs, il existe des réseaux croisés qui allient le politique et l'économique, mais ce cadre global permet malgré tout d'expliquer le différentiel de traitement entre plusieurs territoires de la région côtière, puisque toutes les communautés présentes possèdent un fort ancrage territorial. Les territoires alaouites bénéficient du soutien de l'État pour leur développement (promotions administratives, désenclavement routier, système d'irrigation, etc.), en fonction, là encore, du degré de proximité avec les membres de la *asabiyya* alaouite au pouvoir. Les autres territoires doivent compter davantage sur des relations avec les réseaux économiques pour assurer leur développement. Certains territoires, tel que la ville chrétienne de

Safita, bénéficient d'une intégration égale dans les réseaux économiques et politiques, qui explique leur prospérité, tandis que d'autres, comme le pays turkmène, sont marginalisés et font figure d'angle mort géographique, pour les raisons opposées. Le territoire turkmène est en outre victime de la part de l'État arabe syrien d'une stratégie de dévitalisation pour des raisons sécuritaires, ce qui limite son développement endogène. À l'échelle nationale, une stratégie sécuritaire existe également à l'égard de la région côtière dans son ensemble. Elle n'est pas l'œuvre de l'État arabe syrien mais de la *asabiyya* alaouite qui le contrôle: construire une région alaouite qui puisse constituer une base de repli en cas de perte du pouvoir à Damas. Cette préoccupation majeure des dirigeants alaouites est encore plus prégnante chez les cadres moyens du régime et les petits fonctionnaires, car ces derniers n'ont pas la possibilité de quitter la Syrie en cas de coup de force de l'opposition islamiste sunnite. La nostalgie du village d'origine n'explique pas à elle seule les investissements immobiliers massifs effectués dans la région côtière par les alaouites installés à Damas, il s'agit aussi d'une préoccupation sécuritaire. Cette stratégie territoriale de la communauté alaouite explique aussi la stratégie de dévitalisation des quartiers sunnites dans les villes côtières, la marginalisation des territoires sunnites ruraux et le meilleur traitement des territoires chrétiens et ismaéliens, car ces minorités sont considérées par les alaouites comme des alliés stratégiques face à la majorité sunnite. Les chrétiens de Safita savent qu'ils n'ont rien à craindre dans le pays alaouite et, par conséquent, ils demeurent attachés à leur patrimoine immobilier, tandis que les sunnites de Haffeh se séparent plus facilement de leurs biens en raison de leur situation économique et sécuritaire plus précaire.

**143**

La libéralisation économique progressive de la Syrie, depuis le début des années 1990, qui s'est accélérée avec l'entrée dans le marché commun arabe en 2005, a fortement réactivé les réseaux économiques privés contrôlés par les musulmans sunnites. Les réseaux étatiques contrôlés par les alaouites subissent en revanche la réduction de la puissance financière de l'État. Certains territoires sont réactivés, alors que d'autres déclinent d'autant plus rapidement qu'ils sont enfermés depuis des décennies dans une dépendance quasi exclusive vis-à-vis de l'État. La compétition pour la captation des ressources entre les différents réseaux clientélistes s'accroît, l'État n'ayant plus les moyens d'exercer un rôle régulateur: d'une part, ses ressources sont insuffisantes pour satisfaire l'ensemble des besoins, d'autre part, il ne contrôle plus une bureaucratie entrée elle aussi dans la course aux profits.

Paradoxalement, depuis l'arrivée au pouvoir du Parti Baath, pourtant défenseur de la laïcité et pourfendeur du communautarisme, nous assistons à un renforcement du sentiment et des pratiques communautaires. Toutes les crises sociales et politiques en

Syrie ont rapidement une dérive communautaire. Une rixe entre Bédouins et paysans dans le Djebel Druze en 2001 s'est achevée par un affrontement communautaire entre Druzes et sunnites. En 2004, la révolte des Kurdes dans le Nord-Est du pays a eu des répercussions dans toutes les régions kurdes de Syrie. Les quartiers kurdes de Damas furent cernés par la police pour éviter des manifestations de solidarité. Pour reprendre le contrôle de la situation, le régime syrien s'appuie sur les ressorts communautaires : dans le Nord-Est, il arme les tribus arabes contre les Kurdes, dans le Djebel Druze, il s'appuie sur les notables et les clans en échange de subsides et de places.

144

Depuis l'épisode sanglant des Frères musulmans, la communauté sunnite n'a plus connu de révolte massive. Outre une répression impitoyable, le régime s'est efforcé de mieux encadrer le culte musulman à travers le ministère des cultes, il a donné aux notables des places honorifiques, enfin la libéralisation de l'économie offre des opportunités d'enrichissement pour les commerçants qui sont moins tentés de soutenir les mouvements islamistes. Cependant le calme est précaire, car l'entrée de la Syrie dans la mondialisation économique commence à détruire un appareil industriel obsolète, un secteur dominé par la petite bourgeoisie sunnite urbaine, celle-là même qui a donné des cadres au mouvement des Frères musulmans dans les années 1970. L'islamisme peut s'appuyer sur le mécontentement d'une population sunnite croissante victime du sous-emploi, de la cherté de la vie et de la corruption généralisée.

En raison d'une transition démographique plus rapide que celle des sunnites, la communauté alaouite connaît une diminution de son poids relatif dans la population syrienne depuis le début des années 1980<sup>34</sup> : elle est passée de 15% à sans doute moins de 10%<sup>35</sup> aujourd'hui, ce qui pose le problème du recrutement majoritaire des forces de sécurité du régime dans cette communauté. Sur le plan économique, elle demeure enfermée dans le secteur public et militaire : *la communauté du pourcentage*, selon l'expression d'Hafez El Assad. Elle est incapable d'investir le secteur privé, la présence de quelques hommes d'affaires alaouites qui prospèrent à l'ombre de l'État ne doit pas faire illusion : ce ne sont pas les alaouites qui profitent de la libéralisation économique.

<sup>34</sup> Youssef Courbage et Emanuel Todd, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris : Seuil, 2007.

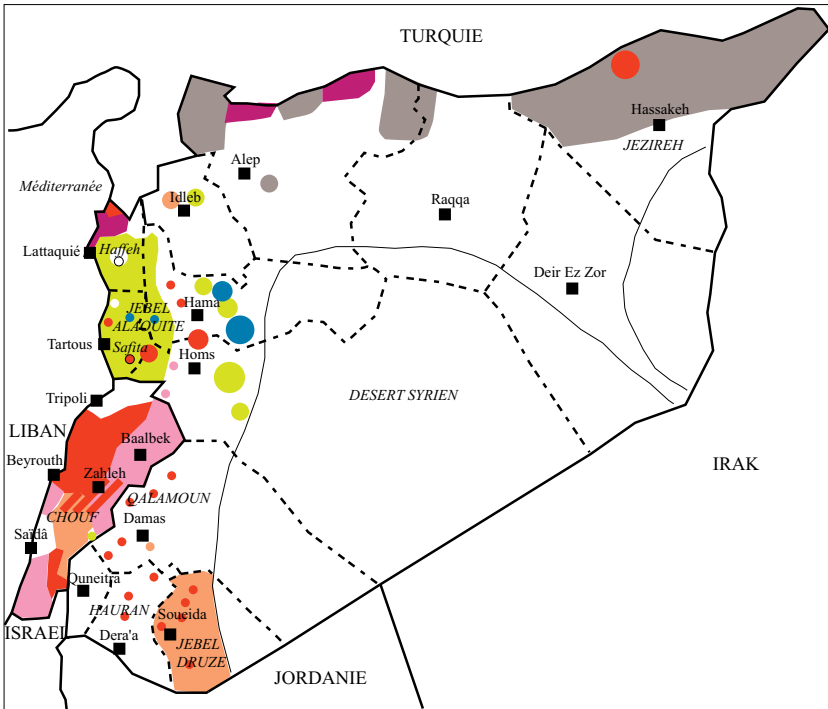
<sup>35</sup> Il est difficile d'avoir des données démographiques précises concernant la répartition communautaire de la population syrienne car les recensements ne prennent plus en compte la confession depuis 1960.

La territorialisation accrue de la communauté alaouite dans son fief de la côte témoigne d'une crainte d'un retournement de situation en Syrie. ■

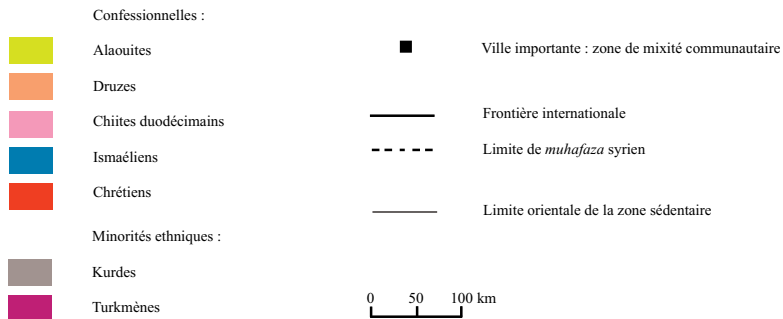


# Annexes

**Fig. 1. La répartition des communautés confessionnelles et ethniques en Syrie et au Liban**



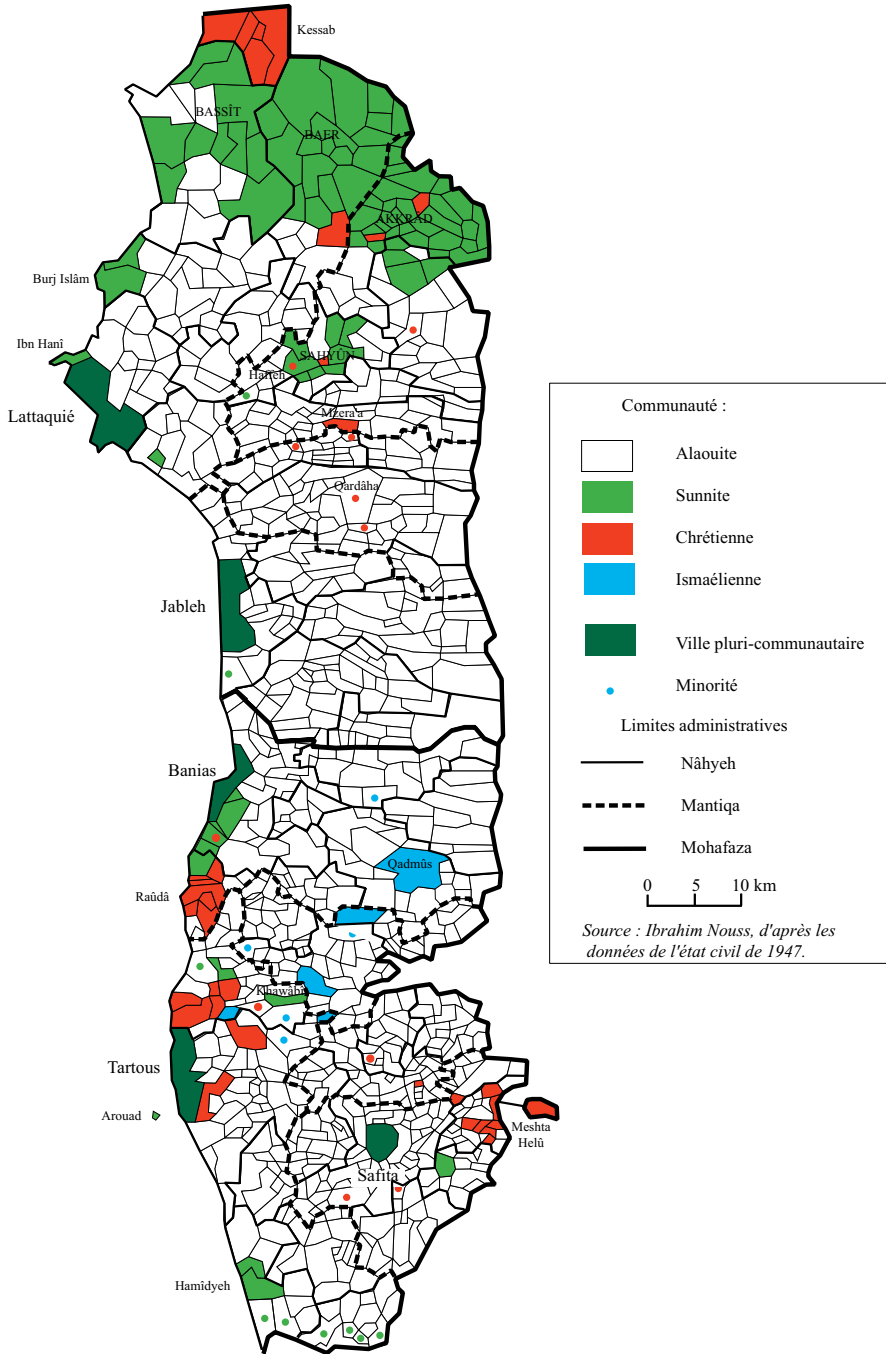
Les minorités dans l'espace rural



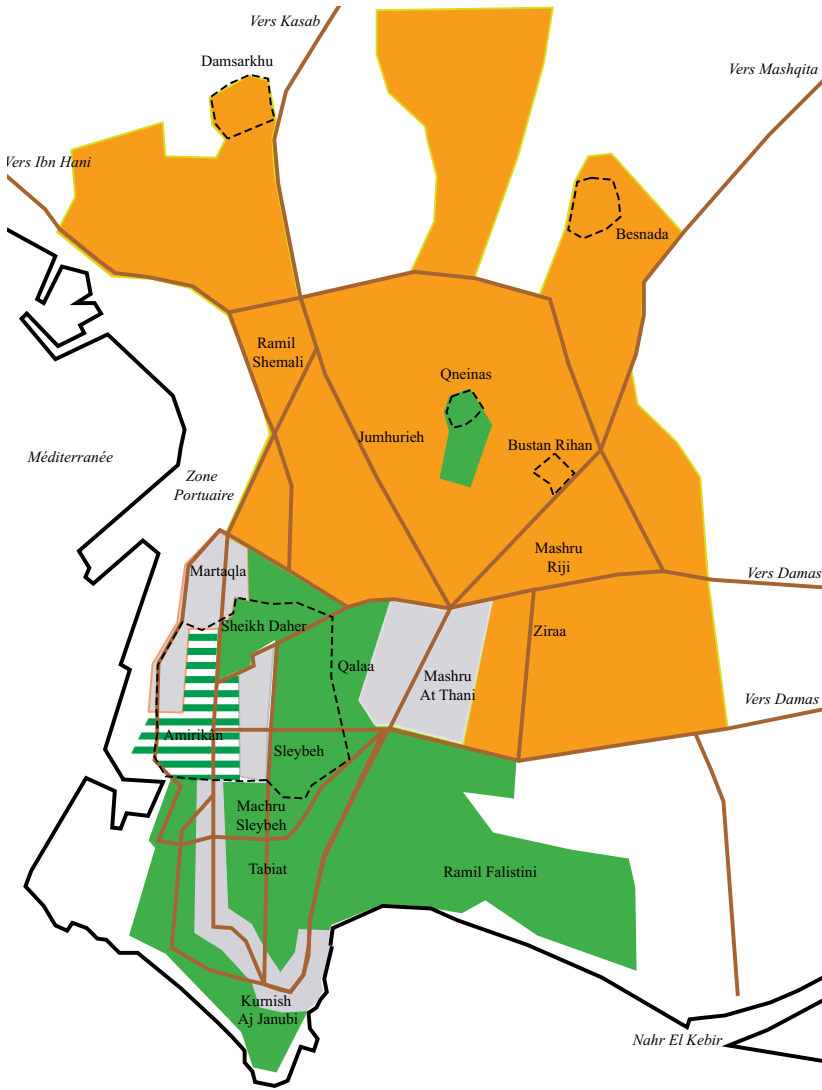
Source : D'après la carte des communautés ethniques et confessionnelles des Etats du Levant sous Mandat français. Service géographique de l'Armée du Levant. Date inconnue. Auteur : Fabrice Balanche

Fig. 2. La distribution communautaire dans la région côtière syrienne

146



**Fig. 3. La répartition des communautés à Lattaquié**



Quartier à dominante :

- Alaouite
- Sunnite
- Chrétienne
- Mixte

Principales routes et avenues

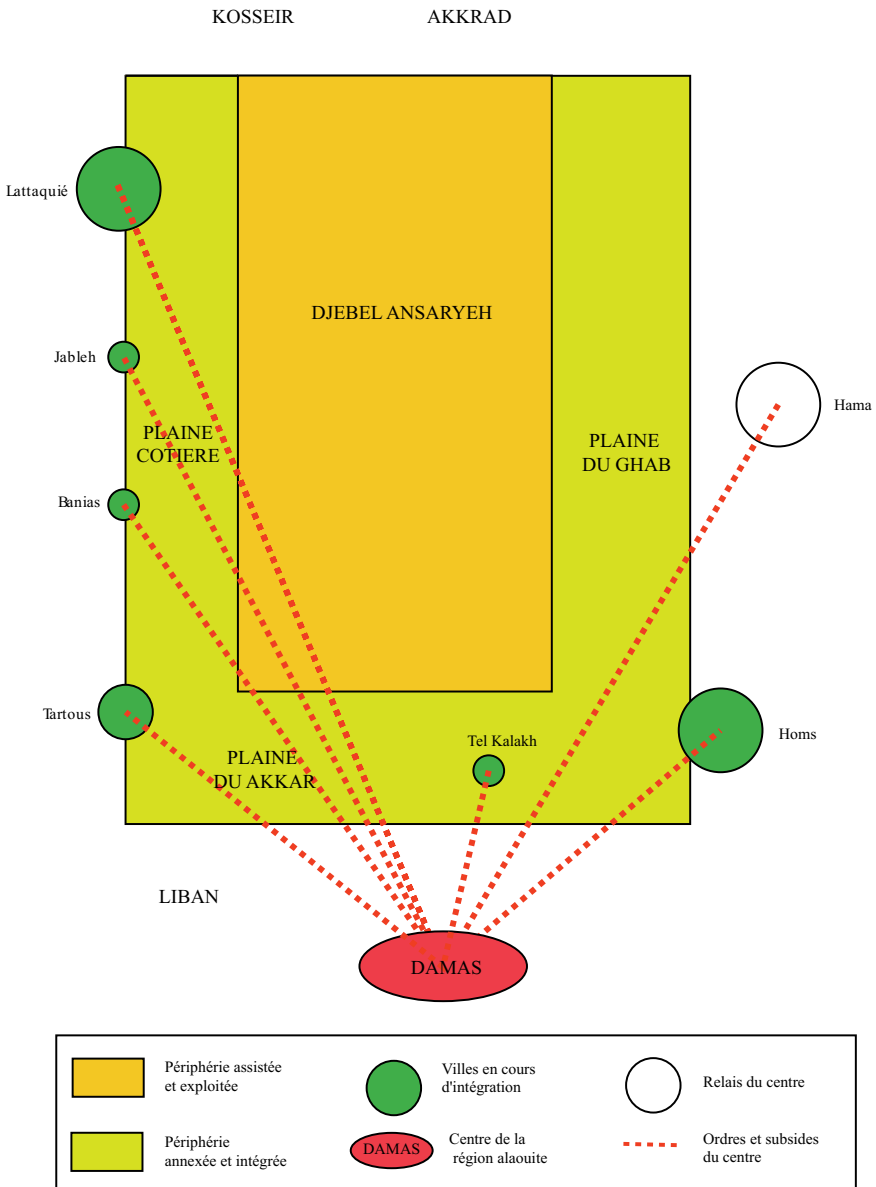
-----  
L'espace construit (Lattaquié et les villages périphériques) en 1936

0 500 1000 m

Sources : carte topographique au 1/50 000 de Lattaquié 1942, plan d'urbanisme de la municipalité de Lattaquié (1996) et enquêtes personnelles

Fig. 4. La région alaouite est centrée sur Damas

148



**Fig. 5. L'intégration verticale des communautés minoritaires de la région de la côte syrienne**

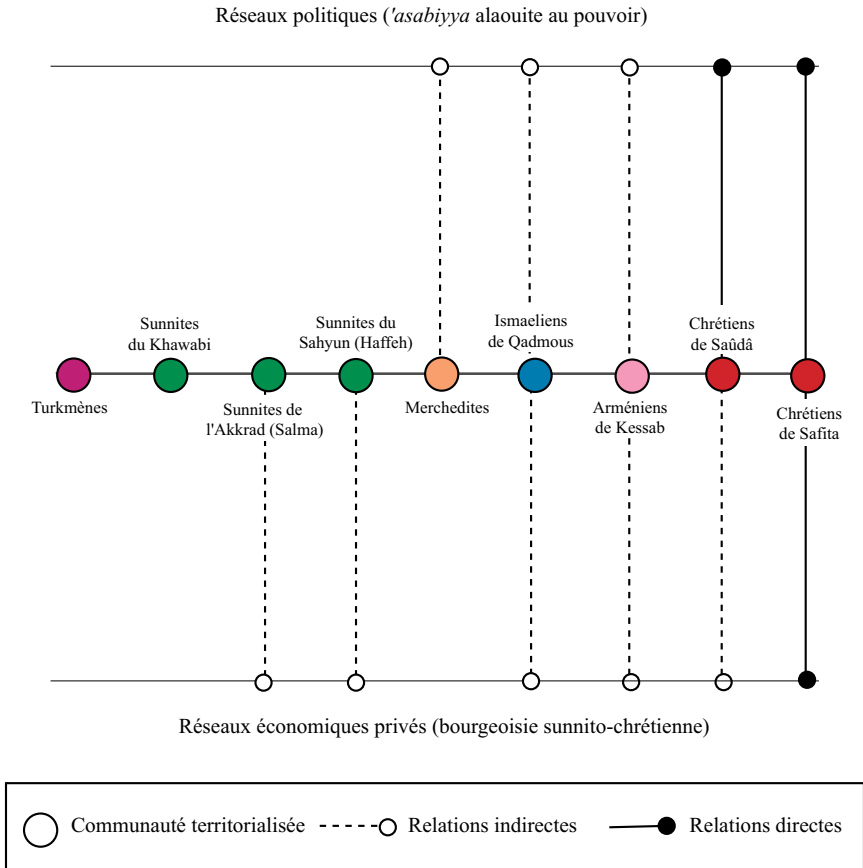


Fig. 6. L'intégration horizontale des territoires alaouites dans la région côtière

150

